

## Allocution du recteur Maurice BOURQUIN

Le Dies academicus revêt une grande signification pour l'Université de Genève et son histoire. Aujourd'hui, nous célébrons le 444<sup>e</sup> anniversaire de l'inauguration de « l'université et collège de Genève ». En effet, le 5 juin 1559, Jean Calvin proclamait l'élévation au rectorat de Théodore de Bèze. Celui-ci exhorta l'assemblée à se souvenir de cette parole de Platon : Tout savoir qui s'éloigne de la vertu et de la justice, relève de l'habileté plutôt que de la sagesse. Puisse-t-on penser toujours ainsi dans notre institution !

Au fil des ans, le Dies academicus offre aux facultés l'opportunité de saluer le mérite et les compétences de celles et ceux qui font la qualité de la recherche et de la formation à travers le monde. Cette cérémonie permet ainsi à la communauté universitaire genevoise d'associer des noms - les docteurs *honoris causa* - aux faits marquants de l'évolution des savoirs et des mentalités. Mais sa dimension quelque peu protocolaire, sa tradition académique nécessaire, ne doivent cependant pas occulter son attachement à des valeurs comme l'innovation et l'évolution. Car c'est bien aussi de cela dont il s'agit. Carl Vogt, Albert Einstein, Emile Jaques-Dalcroze, Woodrow Wilson, Carl-Gustav Jung, Charles-Edouard Le Corbusier, Sadako Ogata et Kofi Annan, ces personnalités, distinguées ici par le passé, ont à leur manière, par leurs travaux novateurs et leur engagement personnel, toutes participé à cette logique du changement.

Une logique qui s'accélère aujourd'hui, qui s'impose toujours plus fortement aux milieux de la recherche et de la formation non seulement en Suisse, mais également chez nos voisins européens. Les mêmes questions se posent, les mêmes combats se mènent : financement de la recherche, concurrence entre les Universités, harmonisation des études, etc. Autant de problématiques qui soulignent une mutation du paysage universitaire et qui induisent une question : quelle place et quel avenir pour l'Université de Genève ?

J'aimerais tenter d'y répondre en quatre thèmes : intégrer la diversité, travailler en réseau, promouvoir une nouvelle gouvernance, promouvoir la continuité.

Ainsi, je rappelle tout d'abord que notre Université est un vivier multiculturel extraordinaire de femmes et d'hommes compétents, actifs dans tous les grands domaines des sciences sociales, humaines et des sciences exactes et naturelles. Elle est à l'image de la Suisse et de l'Europe, unie dans sa diversité. Où il faut comprendre que diversité ne veut pas dire division, que différence ne signifie pas indifférence, que l'union n'est pas l'uniformité. Cette diversité de disciplines, de cultures, de nationalités, de traditions, de réseaux et notre capacité à les intégrer dans une même institution constituent une force et une richesse.

Une richesse qui se nourrit d'abord dans la recherche fondamentale, dans l'excellence des chercheurs et dans leurs collaborations actives pour développer de nouveaux domaines. Cette richesse est amenée à se développer, en soutenant notamment l'augmentation du nombre de jeunes chercheurs formés dans notre Université, avec des méthodes d'enseignement toujours plus dynamiques, dont les NTIC font partie, avec un encadrement renforcé, avec des programmes doctoraux attractifs. Les écoles doctorales mises sur pied ces dernières années en collaboration avec l'Université de Lausanne, et maintenant avec celle de Neuchâtel, visent en effet à être des lieux de rencontres et de dialogue pour nos jeunes chercheurs. Ils y confrontent leurs idées et tissent des liens avec des spécialistes reconnus mondialement.

Il est en effet indispensable d'associer la recherche scientifique à la formation des jeunes talents dans un environnement multiculturel, aux limites de la connaissance, où la curiosité, la liberté et la créativité sont des valeurs fondamentales.

Ces principes, qui sont la clé de la réussite, sont également les valeurs fondatrices de la LERU. Une ligue qui a été créée en 2001 par 12 institutions de recherche européennes dont l'Université de Genève fait partie. Une ligue qui a pour ambition de réaliser à moyen terme un espace de recherche européen visant à rattraper le retard que nous avons accumulé face aux Etats-Unis. A ce titre, elle se propose d'identifier en Europe un ensemble de 50 à 100 universités de recherche intensive, complètes, et de les doter de moyens adéquats.

Un groupe dans lequel l'Université de Genève assume une place honorable grâce à l'excellence de sa recherche dans les différentes disciplines qui la composent. Cette polyvalence constitue une clé indispensable au progrès, une richesse qui favorise le lancement de projets de recherche novateurs. Le programme Sciences, Vie, Société, par exemple, réalisé en partenariat avec l'EPFL et l'UNIL, a réussi le pari de lier le développement des sciences de la vie à celui des sciences humaines pour répondre aux questions et aux attentes de notre société.

Ceci m'amène au deuxième thème, car cette polyvalence ne doit pas cacher une autre réalité : la diversité des rôles que devraient actuellement assumer les universités ne peut plus être soutenue par une seule institution dans un espace donné. Il faut donc envisager un système d'universités où les valeurs de base resteraient les mêmes, mais où chaque institution devrait focaliser son activité dans des domaines qui lui sont propres tout en collaborant avec les autres. Car toutes ces institutions sont vitales dans un système qui défend l'excellence dans la diversité. Et c'est pourquoi les liens que nous avons tissés entre les Hautes Ecoles romandes, comme ceux du Triangle Azur, sont indispensables au renforcement de notre position au niveau européen et mondial : ils nous permettent d'offrir à nos chercheurs les meilleures opportunités dans leur domaine et d'élargir l'offre en formation. Encore ne faut-il pas que la Confédération organise une concurrence entre établissements qui doivent collaborer !

L'Université se doit également d'offrir aux étudiants de nouvelles perspectives grâce à une politique active en matière de mobilité notamment. Dans un monde globalisé, il est essentiel que ces jeunes puissent vivre un échange culturel, apprendre de l'autre et s'enrichir de la différence. C'est pourquoi, la réforme de Bologne est un acte indispensable et résolument tourné vers l'avenir. Soutenir l'harmonisation des études, c'est offrir à la relève un espace d'enseignement européen, c'est favoriser l'intégration.

L'Université de Genève, en collaboration avec ses partenaires romands, s'est attelée à ce grand chantier. Refusant une harmonisation des études « à n'importe quel prix », elle a mené au sein de toutes ses facultés une réflexion approfondie sur les nouveaux cursus et pourra offrir, dès la rentrée 2004, des enseignements helvético et euro compatibles.

Cette mutation profonde de l'environnement universitaire, les vice-recteurs et moi-même l'avons vécue de plein fouet durant les quatre ans de notre mandat et nous l'avons accompagnée, c'est mon 3<sup>e</sup> thème, par des changements de gouvernance durables. Parmi ceux-ci, j'aimerais citer :

- L'orientation finale de la révision de la loi sur l'université, permettant de renforcer son autonomie, d'améliorer ses conditions de fonctionnement, de promouvoir une meilleure relation avec la Cité, d'instituer une convention d'objectifs, d'accroître la coopération avec les Hautes Ecoles romandes et d'augmenter la cohésion interne de l'Alma mater.
- La conception du premier plan de développement évolutif de l'Université avec le concours des différentes subdivisions, qui se le sont approprié.
- Un plan financier quadriennal.

- Une coordination académique de l'offre de formation continue.
- La généralisation du système d'évaluation des enseignements.
- Un service UNITEC de transfert de technologies et de compétences.
- Une politique de promotion des femmes aux carrières universitaires.
- La participation de chercheurs à huit pôles de recherche nationaux, dont deux comme maison-mère.
- La création du Centre européen au Château de Coppet.
- La création du RUIG, dont le but est d'établir entre le monde académique et celui des Organisations internationales une synergie de travail au moyen de projets portant sur les grandes questions de la société internationale, comme les droits humains, le développement durable ou le commerce international.
- Et même, ces derniers jours, un léger dispositif sécuritaire, que les événements liés au Sommet du G8 ont heureusement validé.

Convaincus que d'autres innovations sont nécessaires, nous avons aussi conduit des études sur une redéfinition de l'organisation actuelle de l'Université, sur les dispositions financières et réglementaires pour la mise en œuvre de la réforme de Bologne, sur une nouvelle structure du corps enseignant introduisant le concept de professeur à pré- titularisation conditionnelle, sur un nouveau statut du personnel enseignant, sur les missions de l'Institut d'architecture, ainsi que sur les domaines liés au développement durable et à l'environnement construit, sur une association de notre Faculté autonome de théologie protestante avec les Facultés sœurs de Lausanne et de Neuchâtel, sur la création d'un Centre d'études et de recherche lié à la langue et à la culture arabes sous la double égide de la Faculté des lettres et de l'ETI, sur un programme d'intégration en anglais sur Genève, la Suisse et l'Europe, sur la création de centres interdisciplinaires en action humanitaire et en neurosciences cognitives.

Pour s'adapter au mieux à notre univers mouvant, complexe et mondialisé, une institution telle que la nôtre se doit aussi d'inventorier régulièrement les trajectoires, projets et difficultés des étudiants. A ce propos, une grande étude, que nous avons menée auprès des étudiants de première année, nous montre la nette satisfaction de ces derniers envers la grande qualité de l'enseignement qui leur est dispensé, la faible « déperdition » (20 %) entre la première et la deuxième année et l'appétit de connaître que les étudiants manifestent. Elle montre aussi que si la carrière d'étudiant peut être stimulante, mobile, inventive, elle est aussi stressante, fatigante, tendue.

Il s'agit là d'un outil essentiel pour la qualité de notre institution, un outil qui peut aussi favoriser, par la constitution de problématiques communes, une cohésion renforcée entre les acteurs de l'Alma mater.

Enthousiaste à l'idée de valoriser l'excellence de l'Université de Genève et motivé par les défis, j'avais accepté, puis les vice-recteurs m'ont suivi, d'interrompre mes activités d'enseignement et de recherche pour conduire une institution dont nous sommes fiers.

Depuis lors, nous avons donné le meilleur de nous-mêmes, toute notre énergie, notre conviction et notre enthousiasme. Cette activité nous a passionnés et enrichis. Nous avons estimé, c'est mon quatrième thème, qu'il était de notre responsabilité d'éviter une discontinuité dans la direction de cette institution.

Mais cet hiver, la commission de désignation du recteur, suivie par le Conseil d'Etat, en a décidé autrement et nommé un nouveau recteur pour le prochain mandat. Les trois vice-recteurs ont alors décidé de ne pas se représenter. La conclusion de cette situation ne m'appartient pas. Je tiens toutefois à remercier, au nom du rectorat, toutes celles et ceux qui nous ont fait partager leurs projets, qui nous ont fait profiter de cette émulation et de cette effervescence propres à cette

institution. Je remercie tout particulièrement les vice-recteurs Eric Doelker, Jean Kellerhals et Jean-Dominique Vassalli, sans qui cette expérience unique n'aurait pas été possible.

Et je souhaite, au futur recteur, et à son équipe, plein succès, et beaucoup de courage.